

**Séance plénière du 5 février 2026**  
**Discours d'ouverture du Président du Conseil départemental**

Mesdames et Messieurs,  
Mes chers collègues,

Je voudrais ouvrir ce propos en remerciant les agents du Département qui font face, depuis le début du mois de janvier, à des intempéries exceptionnelles.

Je pense aux agents de routes qui ont affronté la neige, les tempêtes et les inondations, pour maintenir la circulation et assurer la sécurité des Finistériens. J'y associe bien sûr les pompiers du SDIS 29 et tous les agents des services impliqués dans la gestion des inondations.

Ils incarnent de manière très visible ce service public qui est rendu toute l'année, dans tous les domaines de l'action publique, quoi qu'il arrive et sans interruption.

J'ai aussi une pensée pour les Finistériens qui ont été sinistrés, et, parce que l'action départementale doit s'adapter en permanence, je vous informe, qu'avec Stéphane Le Doaré, nous serons amenés à augmenter les crédits des routes en cours d'année, pour réparer les voiries abîmées par le gel ou par les inondations.

\*

Mes chers collègues,

Pour nos collectivités, le vote du budget constitue le moment le plus important de l'année, à la fois parce qu'il permet de dire ce que nous allons faire, mais aussi parce qu'il est l'occasion de rendre des comptes.

**En 2026, le Département dépensera plus d'un milliard d'euros, c'est-à-dire près de 3 millions d'euros par jour, 914 millions en fonctionnement et 130 millions en investissement, ce qui fait de nous la plus grosse des collectivités du Finistère et ce qui fait peser sur nous une très grande responsabilité.**

Grande responsabilité en raison des sommes énormes qui nous sont confiées par le contribuable, grande responsabilité en raison de la capacité d'action que ces moyens nous donnent.

**1. Puisque c'est l'un des objets de cette session budgétaire, je voudrais ainsi commencer par rendre des comptes de notre gestion des deniers publics**

Et je voudrais redire à ce titre que le Département du Finistère va faire en 2026, comme en 2025 d'ailleurs, le contraire de ce que l'État fait depuis plus de 40 ans : il va limiter la hausse de ses dépenses de fonctionnement, augmenter ses dépenses d'investissement, et maintenir sa dette à un niveau très bas.

**Je crois qu'il est très important de souligner ce point, parce que nos concitoyens sont de plus en plus inquiets de la dérive budgétaire de notre pays**, lequel va battre une nouvelle fois le record d'Europe, quasiment le record du monde, des dépenses publiques, des impôts, des déficits et de la dette.

Nos concitoyens sont d'autant plus inquiets qu'on leur présente comme seule alternative, **soit la faillite** en continuant comme aujourd'hui, **soit le démantèlement de l'action publique** au travers de coupes brutales.

Eh bien non ! On peut à la fois bien gérer les deniers publics, réduire la dette, et agir fortement comme nous le faisons par exemple dans le champ du handicap.

***a) En 2026 comme en 2025, nos dépenses de fonctionnement seront ainsi maîtrisées et évolueront en ligne avec l'inflation***

**Elles resteront maîtrisées malgré les nouvelles charges imposées par l'État**, comme chaque année depuis le début du mandat. Ce n'est pas le moindre des paradoxes d'entendre une administration centrale incapable d'équilibrer ses comptes, transférer aux collectivités des charges nouvelles, année après année, tout en dénonçant une supposée « dérive des dépenses locales » qui n'existe pas.

**Nos dépenses resteront maîtrisées malgré les nouvelles charges imposées par la Région** au titre du versement transport, qui pèsera lourdement sur nos finances, celles du SDIS29 et de tout le secteur médico-social dans le Finistère.

**Elles resteront maîtrisées malgré la forte augmentation de quelques budgets prioritaires** : le handicap qui reste la grande priorité du mandat (+ 4 millions d'euros en 2026), l'enfance (+ 9 millions) ou les sapeurs-pompiers (+ 1,2 millions).

**Elles resteront maîtrisées grâce à la gestion rigoureuse et frugale mise en place depuis 2021**, qui consiste à contrôler chaque euro dépensé, et à transformer notre organisation pour faire « mieux avec moins ».

***b) Cette maîtrise de nos dépenses de fonctionnement nous permettra de continuer à investir fortement pour moderniser nos infrastructures et donner du travail à nos entreprises***

En 2026, nous visons à nouveau 130 millions d'euros d'investissement, parmi lesquels 100 millions d'euros sont concentrés sur quatre priorités :

- **La rénovation des collèges** pour 29 millions, en forte hausse par rapport à la moyenne du précédent mandat ;
- **Le financement des projets des communes** pour 27 millions, contrairement à certaines collectivités qui se retirent des aides aux communes ;
- **Les routes et le vélo** pour 26 millions, ce qui nous permet d'être en avance dans la mise en œuvre de notre plan vélo qui visait une multiplication par 8 des crédits qui y sont consacrés ;
- **La rénovation énergétique de nos bâtiments** pour en réduire l'empreinte carbone, enfin, pour 15 millions d'euros.

Pour bien prendre conscience de notre effort d'investissement et de sa contribution à l'économie du territoire, il faudrait ajouter à ces 130 millions les dizaines de millions d'euros investis par Finistère Habitat pour le logement, la Société des pêches et le Syndicat des ports de Cornouaille pour la pêche, ou par le SDIS dans ses centres de secours.

***c) Enfin, le Finistère restera, en 2026, l'un des Départements les moins endettés de France.***

Notre encours de dette s'élèvera fin 2026 à 240 millions d'euros, soit 60 millions de moins qu'en début de mandat, dans un contexte où la situation budgétaire des collectivités s'est considérablement dégradée.

**Ce désendettement, je le dis fortement, ne doit rien au hasard !**

Il est le fruit de deux choix portés par la majorité départementale depuis 2021, que tous les Départements n'ont pas fait, et face auxquels notre opposition s'est évidemment opposée :

- **D'abord le choix de mettre de côté les recettes exceptionnelles de 2021 et 2022**, alors qu'il était tellement plus facile de tout dépenser ;
- **Ensuite le choix d'engager des économies dans tous les domaines**, dès le début du mandat, qui nous ont permis de préserver notre équilibre financier et notre capacité à agir.

**Le résultat, c'est que le Finistère est aujourd'hui l'un des Départements les moins endettés de France** : notre ratio de désendettement (qui mesure le nombre d'années d'épargne nécessaire pour rembourser la dette) s'élève à 2 ans et demi à fin 2025, contre plus de 6 ans en moyenne pour les départements, plus de 5 ans pour l'ensemble des collectivités, et plus de 13 ans pour la Ville de Paris.

Quand on considère les records de dépense publique, d'impôts, de déficit et de dette qui sont battus chaque année par l'Etat, quand on voit l'état des services publics de notre pays, on se dit que l'État gagnerait à prendre exemple sur les collectivités.

Car pendant que l'État se débat avec ses problèmes, les collectivités avancent.

Et c'est le deuxième message que je voulais développer ce matin.

## **2. En 2026, nous allons encore accélérer dans le champ de nos compétences obligatoires et en dehors de ces compétences obligatoires**

### ***a) Nous allons accélérer pour rendre notre action sociale plus efficace***

En cinq exercices budgétaires, les dépenses consacrées aux politiques sociales ont augmenté de 79 millions d'euros – et ce chiffre inclut l'insertion, dont les dépenses ont baissé de 20 millions grâce au retour à l'emploi des allocataires RSA. **Nos seules dépenses relatives à l'enfance et au handicap ont progressé de 100 millions d'euros.**

Alors on trouvera certainement un conseiller d'opposition pour expliquer que l'action sociale est malmenée, mais bon courage à lui pour expliquer qu'une augmentation aussi massive de 100 millions, en particulier pour le handicap et l'enfance ne témoigne pas d'une mobilisation massive pour répondre aux besoins.

**La politique handicap** sur laquelle je reviendrai sera dotée de 212 millions en 2026, c'est 52 millions de plus qu'en début de mandat.

**La politique en direction des personnes âgées** sera dotée de 126 millions, et nous aurons l'occasion de le présenter dans quelques jours le bilan public du plan « Bien vieillir » qui encadre notre action.

**Le budget de l'enfance** sera une nouvelle fois en forte augmentation de 9 millions d'euros par rapport à 2025, pour atteindre 152 millions d'euros, ce qui nous permettra de poursuivre la mise en œuvre des engagements de Plougastel, en

particulier cette année avec l'ouverture complète des 90 places de nos 3 villages fratrices et l'augmentation du soutien aux assistants familiaux.

**La politique RSA** sera dotée de 100 millions d'euros, ce qui implique de parvenir à ramener le nombre d'allocataires à 13 000 environ. Je rappelle que le budget dévolu aux structures d'insertion a augmenté de 10% depuis le début du mandat tandis que le nombre d'allocataires a diminué de 25%.

Au total, le Département consacrera un budget de près de 593 millions d'euros à l'action sociale en 2026.

***b) Nous allons accélérer dans le deuxième champ de l'action départementale, qui est celui de l'économie et de l'aménagement du territoire***

Je pense au soutien à certains secteurs économiques (l'agriculture, la pêche, le tourisme) auxquels nous consacrerons 15 millions d'euros.

Je pense au déploiement des infrastructures dont le département a besoin pour se développer, dans le numérique ou l'enseignement supérieur auxquels nous consacrerons 5 millions. Je rappelle aussi que l'investissement total du Département pour le déploiement de la fibre dans le Finistère qui s'achèvera l'an prochain se sera élevé au total à 52 millions d'euros.

Je pense aux crédits dédiés à la route et au vélo, dotés de 32 millions d'euros pour rattraper notre retard d'entretien et déployer des pistes cyclables nouvelles.

Je pense enfin au financement des projets des communes, auquel nous consacrerons 31 millions d'euros.

C'est l'occasion pour moi de rendre hommage aux collègues maires et élus municipaux, ceux qui arrêtent, ceux qui continuent, et ceux qui vont commencer. A tous je veux dire publiquement mon estime, et donner l'assurance que le Département restera à leur côté avec sa puissance financière et l'appui de ses techniciens. Le Département a l'honneur d'être aujourd'hui le premier partenaire des communes, il entend bien le rester.

Au total, le Département consacrera un budget de près de 84 millions d'euros à l'aménagement et au développement économique du Finistère en 2026.

***c) Nous allons enfin accélérer dans le troisième champ de l'action départementale qui est celui du cadre de vie***

En 2026, nous poursuivrons la sécurisation de notre alimentation en eau potable, qui est devenu un sujet devenu vital, en poursuivant le rachat d'anciennes carrières pour y stocker plusieurs millions de m<sup>3</sup> d'eau et éviter les ruptures d'approvisionnement. Les intempéries des derniers jours ne doivent pas nous faire oublier que notre territoire, s'il est exposé aux inondations et aux submersions, est tout autant exposé au risque de sécheresse.

Toujours dans le domaine du développement durable, nous mènerons à bien le projet de renaturation du site des Roches Blanches à Douarnenez, sans esprit polémique et avec le souci de l'apaisement.

Nous poursuivrons également en 2026 l'investissement dans les collèges, notre soutien au sport, à la culture, à la langue bretonne, notre effort d'investissement dans le logement au côté de Finistère Habitat, mais aussi au côté de Brest Métropole Habitat dont nous accompagnons l'effort de revitalisation urbaine. Nous continuerons à renforcer très significativement les moyens des sapeurs-pompiers et de la SNSM.

**Au total, nous consacrerons pas moins de 128 millions d'euros à ces différentes politiques qui concourent à préserver notre cadre de vie.**

Je ne m'étends pas davantage sur ces différentes politiques, auxquelles il faudrait ajouter les moyens dévolus à nos ressources humaines et à nos moyens généraux, puisque mes collègues rentreront dans le détail de chacune d'elles.

### **3. Je conclurai en disant un mot particulier du handicap, qui est la priorité du mandat et qui restera en 2026 au cœur de notre action**

Cette politique fait l'objet d'un rapport dédié qui sera présenté ce matin, comme le sont chaque année nos principaux plans d'action.

En 2021, vous le savez, le service public n'était tout simplement pas à la hauteur : les délais d'instruction à la MDPH supérieurs à sept mois, il y avait plus de 25 000 dossiers en attente, près de 1 000 places d'accompagnement manquaient à l'appel, et les aidants étaient laissés tous seuls.

**Quatre ans plus tard, il reste beaucoup à faire mais on avance et on ne lâche rien sur la MDPH.**

La MDPH est l'une des plus performantes de France, avec des délais stabilisés à 3 mois et une qualité d'accueil qui a considérablement progressé, alors même que le nombre de demandes a augmenté de 20%. Et **je vous annonce que nous avons**

**décidé de renforcer les effectifs de la MDPH** en créant 8 postes supplémentaires, 5 qui sont déjà arrivés et 3 qui arriveront dans les prochains mois.

**Il reste beaucoup à faire mais on avance et on ne lâche rien sur la création de places.**

Nous avons annoncé la création de 672 places, objectif porté à 700 places d'accueil et d'accompagnement grâce aux moyens que j'ai négociés avec l'Etat dans le cadre du plan national des 50 000 solutions. Sur ces 700 places, nous en avons déjà ouvert 400 et les 300 restantes seront toutes ouvertes d'ici 2028. **Je vous annonce aujourd'hui que nous avons décidé d'augmenter encore l'objectif du Pacte de Pleyben de 700 à 800 places**, et qu'un appel à projets sera publié avant l'été pour créer 100 places supplémentaires dès 2027, en privilégiant des solutions inclusives.

**On ne lâche rien, non plus, sur l'aide aux aidants.**

La plateforme Ker'Aidants est devenue une référence pour tout le Département et nous avons créé deux aides en direction des associations d'aidants : une aide au projet et une aide au fonctionnement. **Je vous annonce aujourd'hui que nous avons décidé de doubler le montant de l'aide au fonctionnement aux associations d'aidants**, parce qu'elles représentent, bien souvent, la première ligne dans le domaine du handicap.

Enfin, dans un domaine différent, je vous annonce enfin que nous avons décidé de lancer en 2026 une grande initiative pour l'accessibilité des plages en soutenant les communes qui s'engageront dans cette démarche.

\*

Voilà mes chers collègues, ce budget démontre une nouvelle fois qu'avec de la méthode, de la discipline et une vision claire, un Département peut faire face aux crises et aux tensions budgétaires sans renoncer à agir.

Année après année, nous faisons la démonstration qu'une gestion rigoureuse n'est pas un frein à l'action : elle en est, au contraire, la condition.